

Technologie de pointe ou fait main ? – Vous les retrouverez toutes dans Source

Technologie de pointe ou faible technologie ? Qu'est-ce qui est plus efficace ? Vous pouvez défendre votre préférence dans ce numéro de Source. Au Burkina Faso, une équipe de projet qui utilise des ordinateurs et des projecteurs solaires soutient que les images informatisées engagent les populations bien mieux que les schémas réalisés sur des cartes. En attendant, en Indonésie, Christine Sijbesma a constaté que les femmes et les hommes étaient heureux de participer au choix des priorités en matière d'hygiène, en se servant des schémas construits par les membres de la communauté. Au Népal, le personnel de santé s'est mis en scène pour convaincre les hommes sur la question de l'hygiène. Technologie de pointe, technologie fait main ou théâtre – vous les retrouvez tous dans ce numéro de Source, réunis à l'aide d'ordinateurs, mais rédigés et conçus par des humains.

Burkina Faso : des outils multimédia aident à changer le comportement à l'hygiène dans le district de Bokin

Des ordinateurs solaires, appareils-photo numériques et des projecteurs sont en service dans 20 villages reculés du Burkina Faso, pour faire de la sensibilisation sur l'hygiène et aider les populations à adopter de bonnes pratiques.

L'ONG qui a introduit les programmes d'hygiène par les multimédia croit que son approche basée sur la technologie de pointe a un impact plus fort sur la sensibilisation à l'hygiène, par rapport à l'utilisation d'images.

« Nous avons remarqué que les gens sont plus disposés à arrêter leurs mauvaises pratiques », soutient Paulin Ouédraogo, coordonnateur de l'ONG Burkinabé Sahel solidarité. Un des animateurs relève : « Avec la vieille méthode, 15 personnes étaient sensibilisées, mais avec les outils multimédia, nous touchons tout le village ».

Sahel Solidarité travaille aux côtés de WaterAid depuis 2005, afin de changer les comportements à l'hygiène et à l'assainissement dans le district de Bokin, au nord du Burkina Faso. L'aspect multimédia a été ajouté grâce à l'appui financier et technique de l'Institut international de la communication et du développement (IICD).

Les TIC pour se laver les mains avant de manger

Ce projet renforce les capacités de communication du personnel de projet local de l'ONG Sahel solidarité (www.sahelsolidarite.bf), afin d'informer les villageois du district de Bokin sur l'hygiène et l'utilisation de l'eau. Après la phase pilote, il a été mis en œuvre dans 20 villages pour un total de 20 000 habitants. Le bureau de Sahel Solidarité à Bokin a été équipé d'une connexion à internet, de quatre ordinateurs solaires, de cinq appareils-photo numériques, de cartes mémoires et d'un matériel de projection portatif pour organiser des séances multimédia dans les villages éloignés.

Le budget total de trois années est de 100 000 euros, dont une grande partie a été investie dans la connexion et l'équipement et une autre partie dans le développement de contenus et le renforcement de capacités internes.

Dans les 20 villages couverts par le projet, on a déjà remarqué que l'hygiène est satisfaisante à proximité des infrastructures d'assainissement et de l'eau. Il y a des balais autour des latrines qui sont



<http://www.irc.nl/sourcesnouvelles>

Avec la coopération de



Bonne ou mauvaise pratique? Photo : Sahel solidarité

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-3

- Technologie de pointe ou fait main ? – Vous les retrouverez toutes dans Source
- Burkina Faso : des outils multimédia aident à changer le comportement à l'hygiène
- Bokin Histoire photographique
- Népal : le personnel de santé recherche un changement spectaculaire dans l'hygiène des hommes

Nouvelles du WSSCC, page 4-5

- WASH dans les zones de conflit
- Financement public de l'assainissement : des subventions sans visages
- En Bref

Nouvelles de WaterAid, page 6-7

- Quand les voies collectives aboutissent à l'action
- De la pénurie à la sécurité de l'eau

Nouvelles de l'IRC, page 6-11

- Andhra Pradesh : Writeshop donne aux dirigeants le pouvoir de modeler l'histoire
- Montée de l'échelle de l'eau
- Andhra Pradesh : nécessité de passer à la gestion adaptative de l'eau

Nouvelles du CREPA, page 11-12

WaterAid rejoint le courant Source Bulletin

Nous sommes très heureux de souhaiter la bienvenue à WaterAid dans la famille de Source Bulletin comme collaborateur régulier en matière d'expériences de terrain. Pour la première fois dans ce numéro, l'organisation partage deux témoignages de terrain de deux Etats de l'Inde : Madhya Pradesh et Jharkhand, voir page 6-7.

Dick de Jong, rédacteur en chef

Avec des contributions de GWA, et CREPA





Séance de sensibilisation à Guimba. Photo: Sahel solidarité

nettoyées au moins deux fois par semaine. Les hygiénistes ont relevé que les femmes veillent à ce que leurs enfants ne défèquent pas au milieu de la cour ; ce qui se passe encore dans d'autres villages. Les réponses aux questionnaires illustrent ces changements : « Je connais maintenant les différentes maladies et les bonnes et les mauvaises pratiques ». « J'ai appris que les selles des enfants sont aussi dangereuses que celles des adultes ». « Je garde ma latrine propre après utilisation ».

Un engagement plus fort

L'introduction des outils multimédia a attiré une plus grande participation au cours des séances. Les images sont plus réalistes que les schémas sur des cartes ; en outre, l'écran permet aux participants d'avoir une meilleure compréhension des images et crée un sentiment d'engagement plus fort.

L'IICD a aidé à former l'équipe de projet de Sahel solidarité à l'utilisation des outils multimédia, y compris les images numériques, les projections vidéo et PowerPoint. Une promotrice et un promoteur de l'hygiène ont été formés dans chacun des 20 villages. Entre mars 2006 et décembre 2008, ces femmes et hommes de la communauté ont organisé

84 séances de promotion de l'hygiène à l'aide du projecteur et de l'écran portatifs dans leurs villages. Ils se sont servis des images sur les bonnes et les mauvaises pratiques en matière d'hygiène dans leurs villages pour conscientiser la population.

Moins de 20% des gens se lavent les mains au savon

En Afrique, 100 enfants meurent chaque heure de diarrhée, selon une analyse de la situation de l'hygiène et de l'assainissement réalisée dans 32 pays d'Afrique (CMAE, BAD, Banque mondiale, WSP, 2008).

Les facteurs liés au comportement sont souvent sous-estimés dans l'atteinte de la cible de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Une utilisation régulière des latrines, par exemple, peut réduire les risques de diarrhée de 40%. Le lavage des mains au savon après défécation réduit les risques de 50%. Selon cette analyse, le principal défi réside dans les mauvaises pratiques en matière d'hygiène. Par exemple, dans les pays africains, moins de 20% des gens se lavent les mains au savon.

Les maladies liées à la qualité et à l'accès à l'eau représentent plus de 50% des consultations chez le médecin au Burkina Faso (Politique nationale d'hygiène publique, 2008). L'amélioration de la qualité de l'eau et de l'assainissement aiderait à réduire considérablement le taux de morbidité liée aux maladies hydriques et à l'absence d'hygiène.

Leçons d'expériences

Il faut une solide préparation pour gagner la confiance

Lors de la préparation du projet, un certain nombre de réunions ont été organisées

pour les membres de l'équipe de projet, afin de parvenir à une compréhension commune de son contenu. Une rencontre de sensibilisation a été également organisée pour les autorités. En marge de cette rencontre, les populations du département de Bokin ont été également informées du projet et de ses avantages. Cette préparation complète a limité la résistance au changement et a ainsi contribué au succès de l'opération.

Apprendre des erreurs sans embarrasser les acteurs

Nous apprenons de nos erreurs. Cette logique importante a motivé les hygiénistes à montrer les mauvaises et bonnes pratiques en matière d'hygiène collective au village. Pour ne pas embarrasser les populations, les hygiénistes discutent toujours d'abord de la pratique avec elles et leur demandent ensuite la permission de prendre une photo pour la montrer à la communauté. Les promoteurs de l'hygiène vivent dans le village et bénéficient de la confiance de la communauté. Grâce à cette confiance et à une approche prudente, la présentation des mauvaises pratiques aide la communauté à apprendre par l'expérience, sans se moquer de personne.

Au niveau national, Sahel solidarité continue à partager ces expériences avec le Cadre de Concertation des ONG actives dans le domaine de l'Eau et l'Assainissement (CCEPA).

Miep Lenoir IICD, Paulin Ouédraogo, Sahel Solidarité

Pour plus d'informations Paulin Ouédraogo, Sahel solidarité (saso@fasonet.bf), 01 BP 372 Ouagadougou 01 Burkina Faso, tél. : +226-50353545 [www.sahelsolidarite.bf], IICD, François Laureys, (flaureys@iicd.org, [www.iicd.org])

Histoire photographique : promotion de l'assainissement chez les femmes et les hommes, les filles et les garçons de Banjarmasin en Indonésie



Assises dans un coin de la mosquée, les femmes et les filles de Banjarmasin regardent les photos de bonnes et mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement dans leur communauté.

Les femmes et les hommes de Banjarmasin en Indonésie, mettent littéralement des urbanistes dans le tableau de leurs priorités d'assainissement, mais également ce qu'elles pensent être de bonnes et de mauvaises pratiques. Elles se servent des illustrations pour discuter et décider des questions qu'elles jugent les plus importantes.

Dans le cadre de ses travaux de consultation pour le Programme indonésien de développement du secteur de l'assainissement (ISSDP) dans 14 villes d'Indonésie, Christine Sijbesma, chargée de programme principal à l'IRC, contribue à l'approche Genre et participation.

En avril 2009, elle a animé, ensemble avec l'équipe locale, une évaluation rapide et participative des besoins d'assainissement par les femmes et les hommes dans deux communautés hautement prioritaires de Banjarmasin. Ces évaluations permettent aux femmes et aux hommes (qui sont habituellement oubliés) de formuler des demandes d'aménagement en matière d'assainissement. Cette situation dénote de leur bonne volonté et de leur capacité à y contribuer et permet de comprendre le degré d'organisation et l'influence exercée par les femmes, les hommes et ceux qui sont formés dans ces questions au sein de la communauté. Les résultats aident le groupe de travail sur l'assainissement de la

ville et les communautés elles mêmes à choisir où une intervention urgente est susceptible de produire des succès rapides. Comme produit, Christine a élaboré un récit en photos qui illustre comment la communauté évalue ses priorités. Cette situation a fait l'objet d'une publication en anglais sur le site web de l'IRC et est traduite en Bahasa par l'ISSDP.

Crédit photos : ISSDP 2009



Dans un autre endroit, les hommes et les garçons font de même. Les deux groupes trient les images en 'bonnes' et en 'mauvaises' pratiques et conditions d'hygiène et d'assainissement. Les hommes étaient très heureux de participer et ont souhaité être plus formés en matière d'hygiène et d'assainissement.



Chaque groupe trace quatre colonnes : "les bonnes pratiques que nous avons déjà", "les bonnes pratiques que nous n'appliquons pas encore", "les mauvaises pratiques que nous avons encore", et "les mauvaises pratiques que nous n'appliquons plus".



Chaque groupe choisit trois priorités d'intervention à partir des lignes 'pas encore bonnes' et 'toujours mauvaises'. Les hommes présentent leurs choix et les femmes présentent ensuite les leurs aux hommes. Les femmes disent qu'elles viendront proposer leurs projets d'hygiène et d'assainissement lors des réunions de Musrembang (planification communautaire). Les autres priorités sont l'acquisition de toilettes propres et de branchements au réseau d'eau. Tous les deux groupes ont énormément apprécié ce type d'éducation participative grâce à des images.



Le noyau de l'ISSDP a été impressionné par l'esprit et les résultats de cette éducation participative et spécifique au Genre. Les femmes, les hommes et les groupes de jeunes autochtones peuvent reproduire l'activité eux-mêmes grâce à des photocopies qu'ils colorient eux-mêmes.



Ensemble, les groupes utilisent leurs six choix pour projeter un plan d'action conjoint pour l'amélioration de leur situation d'assainissement. Les schémas restent dans la communauté pour d'autres séances de renforcement.



Un gros plan de certains schémas sur les bonnes pratiques d'hygiène. L'activité de promotion est très peu coûteuse, car nécessitant seulement du papier, des feutres, des compétences locales en dessin et une bonne facilitation.

Népal : le personnel de santé recherche un changement spectaculaire dans l'hygiène des hommes

Le personnel de santé au Népal fait des tournées de village au village pour mettre en scène du théâtre afin de convaincre les hommes que l'hygiène constitue une partie importante de la vie familiale.

Le théâtre est une manière novatrice de faire passer le message de l'hygiène à l'intention des hommes qui ne sont pas faciles à cibler. Dans de nombreux districts, les hommes se rendent en Inde pendant six mois pour y travailler. Quand ils reviennent à la maison, ils ne participent pas souvent aux réunions organisées par le personnel de santé.

La promotion de l'hygiène à l'endroit des hommes n'est qu'un élément du Projet de réhabilitation financé par l'UE et mis en œuvre par l'ONG l'Eau pour la santé du Népal (NEWAH). L'organisation a demandé à l'IRC de soutenir le personnel régional du NEWAH et le personnel de

santé du village, afin d'améliorer leur approche de la promotion de l'hygiène.

Ainsi, le personnel de santé a écrit une pièce de théâtre en collaboration avec le personnel du projet chargé de l'appui technique. Les ouvriers vont de village en village en jouant une pièce pour montrer l'importance de disposer et d'employer une latrine. La morale de l'histoire est que les hommes n'auront pas de femme tant qu'ils n'auront pas de toilette.

Ces spectacles sont fortement populaires et attirent beaucoup de villageois, y compris les hommes, et on espère que les hommes seront encouragés à adopter un comportement hygiénique durable. Naturellement, il faudra plus qu'une pièce de théâtre pour faire changer de comportement aux hommes, mais c'est une première étape excellente.

« Heureux de constater que les hommes sont abordés »

Cette initiative a suscité un intérêt dans d'autres pays. Adiza Lamien Ouando, administrateur civil qui évalue les projets et les programmes de développement à Bamako au Mali, a entendu parler de cette tournée théâtrale sur le site web de l'IRC. Il dit : « Je suis intéressé par l'utilisation du théâtre pour faire de la sensibilisation et je m'intéresse également aux questions d'hygiène. En tant que praticien du Genre, je suis heureux de constater que les hommes sont abordés pour commencer le changement par rapport aux femmes et aux enfants. Je travaille dans un projet d'une association de développement communautaire et je voudrais en apprendre davantage de votre expérience ».

Ingeborg Krukkert

WASH dans les zones de conflit

Chaque jour, les membres du WSSCC travaillent invariablement pour fournir de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement aux personnes qui n'y ont pas accès.

Certaines de nos Coalitions EHA (WASH en anglais) font face au défi supplémentaire d'œuvrer dans ce sens dans les zones de conflits, où des centaines de milliers de personnes peuvent être déplacées, forcées d'abandonner leurs domiciles et de se réinstaller dans d'autres zones. En 2007, il y avait 26 millions de personnes déplacées de l'intérieur pour cause de conflit dans au moins 52 pays. Les toilettes publiques, le stockage de l'eau, l'infrastructure de distribution et les foyers peuvent être détruits lors d'opérations militaires. La sécurité de leur famille devient alors la priorité numéro un des populations et l'assainissement tombe en bas de la liste.

La Coalition nationale WASH (EHA) aux Philippines travaille dans la Région autonome musulmane de Mindanao (ARMM), où le conflit pour l'autonomie et le leadership continue depuis plus de 40 années. La coalition enseigne aux gens

comment concevoir, exploiter et entretenir des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Elle fait la promotion de technologies EHA à faible coût grâce à des formations pratiques et



Photo d'une fille dans un camp de personnes déplacées. © ICRC / C. Mc Goldrick

des campagnes d'affiches, pour montrer aux gens que l'eau et l'assainissement n'ont pas besoin d'être chers, même lorsqu'il s'agit de les réinstaller après le conflit. Lyn Capistrano, coordonnatrice nationale de la Coalition WASH (EHA) des Philippines affirme : « Si les combats éclatent, les populations peuvent emporter la connaissance avec elles partout où elles peuvent se réinstaller. Elles n'ont pas à compter sur les fonds du gouvernement ». Elle ajoute qu'avec des technologies peu

coûteuses, les faibles dépenses tendent à décourager l'incidence de la corruption ou des détournements de fonds.

La Coalition nationale EHA au Sri Lanka a travaillé à rétablir les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement, suite à la catastrophe du tsunami en 2004, avec une action et une mobilisation réussies dans tous les secteurs, pour soutenir la

réinstallation. Plus récemment, la Coalition du Sri Lanka s'était concentrée sur l'appui EHA dans les zones touchées par le conflit dans les provinces du nord et de l'est. Le principal défi à relever est celui des infrastructures d'eau et d'assainissement et l'éducation à l'hygiène pour environ 270 000 personnes déplacées et qui ont été réinstallées temporairement dans les villages d'aide sociale. Lal Premanath, le coordonnateur national de la Coalition au Sri Lanka, indique que l'« éducation à la santé est très importante pour s'assurer que les populations comprennent les besoins de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dès le début ». Le processus de leur réinstallation dans leurs propres zones débutera très bientôt. En attendant, la fourniture d'eau et d'assainissement sera l'une des questions majeures à aborder par la Coalition EHA. M. Premanath note qu'il s'agit d'une étape importante vers la stimulation d'une culture EHA à l'avenir.

Pour visiter des liens d'autres ressources sur ce thème, télécharger : ' Note de référence du WSSCC : Réduction des risques de catastrophe et réponse en situation d'urgence' pour le secteur EHA au www.wsscc.org. Pour plus d'informations, contacter Lyn Capistrano (capistranolyn@gmail.com), Philippines, ou Lal Premanath (gm@waterboard.lk), Sri Lanka

Financement public de l'assainissement : les nombreux visages des subventions de l'assainissement

La plupart des 2,5 milliards de personnes qui n'ont aujourd'hui pas accès à un assainissement amélioré est pauvre. Il est également de plus en plus clairement établi que l'amélioration de l'assainissement a des impacts qui vont au delà du fait de disposer d'un endroit sûr pour déféquer, et qui incluent notamment la santé, la dignité, l'amélioration de l'intimité et

l'autonomisation générale. La plupart des populations admettent que ce sont les raisons principales pour lesquelles elles ne devraient pas vivre dans des endroits crasseux et insalubres et que les pauvres et les personnes

vulnérables devraient être soutenus pour un accès à des services d'assainissement abordables et faisant la promotion de l'équité sociale, centrée sur la participation des populations.

La discussion qui tente de définir qui devrait payer est souvent extrapolée et transformée en un grand débat sur l'usage des subventions en matériel. Deux hypothèses ont été émises : d'abord, il y a le manque de fonds qui est la principale barrière à l'accès pour les plus pauvres, et ensuite, l'utilisation des subventions en matériel est une manière efficace de la surmonter.

Cependant, la discussion sur les mécanismes appropriés de financement de l'assainissement pour les pauvres devrait, au delà de l'utilisation des subventions en matériel, prendre en compte tous les aspects portant sur le matériel et les aspects institutionnels, les dépenses opérationnelles et en capital, le système d'assainissement et les usagers finaux du système d'assainissement. Autrement, la

discussion risque de devenir trop simple et dogmatique, fondée sur l'émotion, plutôt que sur un débat rationnel.

Pour contribuer à ce débat, le WSSCC a conçu le 'Financement public de l'assainissement : les nombreux visages des subventions de l'assainissement'. Ce document, vise pour la première fois à aider le lecteur à comprendre la discussion sur les subventions et le financement de l'assainissement au niveau mondial et fournir des conseils sur la façon de choisir les mécanismes de financement les plus appropriés dans différentes situations.

Pour commencer, il faut mieux comprendre comment le financement public de l'assainissement fonctionne. Que faut-il financer ? Quelles sont les principales sources de financement ? Que faut-il comprendre par finances publiques et par subvention ? Y a-t-il des concepts et principes généraux pour l'attribution de fonds publics auxquels tous peuvent adhérer ? Pour l'amorçage, il est conseillé



de s'inspirer du principe que l'utilisation la plus efficace des fonds publics doit maximiser le bien public (biens partagés de tous). En outre, les fonds publics ne devraient pas servir à financer des éléments essentiellement privés (tels que le savon, des latrines individuelles, etc.) pour lesquels les gens voudraient et peuvent payer, ainsi que lorsque des fonds privés sont disponibles.

Le débat porte principalement sur une forme particulière de subvention en matériels ou en infrastructures. Il est important de clarifier les différents types de subventions actuellement utilisés dans l'assainissement, leurs avantages, inconvénients et utilisations et d'explorer davantage la question du financement des activités institutionnelles. Le choix du mécanisme de financement dépend du type de système d'assainissement qui est mis en place et il aide à rechercher des options et des exemples de la vie réelle. Par exemple, les options pour le financement d'un programme de construction et

d'exploitation de latrines en milieu rural diffèrent de celles disponibles pour la construction et l'entretien d'un système d'égouts en milieu urbain.

En conclusion, le document avance le fait qu'un cadrage rapproché sur les aspects institutionnels, tels que la promotion de l'hygiène et l'environnement habitant a le mérite d'encourager une grande augmentation de la dépense de marché et ménage/communauté, comme l'illustrent les approches telles que l'Assainissement total à initiative communautaire (CLTS) et le marketing de l'assainissement.

Dans l'analyse finale, il n'y a pas de 'bonne' réponse unique pour la conception des mécanismes de financement de l'assainissement. L'argument proposé est que la conception des mécanismes de financement (y compris les subventions sous toutes leurs formes) devrait se fonder sur l'évidence empirique saine et des objectifs politiques clairs. Investir dans un débat politique informé et ouvert peut avoir pour conséquence une utilisation



Photo de garçons et de filles revenant des toilettes

beaucoup plus efficace des fonds publics rares et, assurément, améliorer l'accès à l'assainissement pour tous.

Vous trouverez le 'financement public de l'assainissement : les nombreux visages des subventions de l'assainissement' au www.wsscc.org. Pour plus d'informations, contacter Mme Carolien van der Voorden (vandervoordenc@who.int), Chargée de programme Réseaux et gestion des connaissances au WSSCC.

En Bref

Un nouvel hôte pour le Secrétariat du WSSCC

Un accord a été conclu pour transférer l'hébergement du Secrétariat du WSSCC de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets, l'UNOPS. Le transfert des opérations d'hôte interviendra par étapes et s'achèvera d'ici le 31 décembre 2009. L'UNOPS, qui est basé à Copenhague, cherche à accroître la capacité de l'ONU à mettre en œuvre ses opérations humanitaires, d'instauration de la paix et de développement. Il mène des activités de gestion de projets, de passation de marchés et des services d'appui aux agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Jon Lane, Directeur exécutif du WSSCC souligne, "Nous sommes heureux d'avoir trouvé un nouveau partenaire en l'UNOPS pour servir d'hôte au Secrétariat du WSSCC et nous envisageons une transition sans heurts, notre travail en lien avec nos membres et nos programmes continuant comme à l'accoutumée." Le WSSCC demeurera à Genève où l'UNOPS dispose également de bureaux et continuera à être régi par un Comité de direction multi-partenarial élu par ses membres.

Le nouveau site web mondial du WSSCC

Le site web du WSSCC (www.wsscc.org) a subi une profonde transformation. Amélioré, il procure de meilleures opportunités aux membres du WSSCC, aux professionnels et particuliers pour apprendre, se mettre en réseau et assurer le plaidoyer pour l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement. Parmi les grandes rubriques nous retrouverons : une entrée directe aux secteurs thématiques du WSSCC, une plateforme pour la campagne EHA (WASH), un contenu pays amélioré, des histoires de succès des membres, un moteur de recherche performant et actualisé, des plus grandes connaissances en matière d'approvisionnement en eau, d'hygiène et d'assainissement, et une base de données d'experts. N'attendez plus pour vous rendre sur le nouveau site [www.wsscc.org]!



Le WSSCC classe l'assainissement comme un droit de l'homme

Le WSSCC considère le droit à l'assainissement comme un droit humain crucial pour la santé et la dignité. En juin 2009, le WSSCC a soumis à Mme Catarina de Albuquerque, expert indépendant des Nations Unies, sa position officielle sur le droit humain à l'eau et à l'assainissement. La déclaration affirme : "Le WSSCC serait ravi de voir approuvé l'accès des populations à l'assainissement grâce à la création d'un droit humain formel. En effet, la reconnaissance formelle accorderait à l'assainissement l'attention qu'il mérite depuis longtemps dans le contexte de l'amélioration de la santé, de la dignité et du bien-être de tous." Vous trouverez d'autres informations générales et la version intégrale de cette position au [www.wsscc.org].

Kamal Kar aux côtés du WSSCC pense globalement au CLTS

Le pionnier du mouvement de l'Assainissement total à initiative communautaire, le Dr Kamal Kar, a consacré de son temps pendant qu'il était à Genève à la réunion de planification annuelle des coordonnateurs nationaux du WSSCC, afin d'échanger sur les tendances les plus récentes en matière de CLTS. L'entretien couvrant un grand nombre de sujets a offert au Dr Kar une occasion de contribuer à une compréhension exclusive sur la genèse, l'état actuel et l'orientation future du CLTS à travers le monde depuis qu'il a lancé l'idée dans un village du Bangladesh en 1999. Il a déclaré à Think globally radio qu'il utilisait l'analyse et les solutions développées à domicile, plutôt que des réponses par des subventions et des prescriptions externes, fondées sur le fait que les gens désirent améliorer leurs vies et éviter la crasse et la saleté. Il s'agit d'un outil fondamental d'autonomisation," a-t-il assuré l'intervieweur Dave Trouba, "désormais introduit dans 32 pays". Pour écouter l'entretien dans son intégralité, se rendre au [www.thinkgloballyradio.org] et cliquer sur le programme intitulé "Ending open defecation – One community at a time (Mettre fin à la défécation en plein air – Une communauté à la fois)". Pour lire l'entretien, visiter [www.wsscc.org].

Quand les voies collectives aboutissent à l'action

La disponibilité de l'eau potable et de toilettes vient de s'améliorer pour les Pahariyas, un groupe vivant dans les villages reculés de l'Etat à prédominance tribale de Jharkhand, en Inde. Cela a mis en marche un processus d'engagement positif où les populations tribales peuvent réclamer ce qui leur est légitime. L'exemple ci-dessous porte sur l'eau potable et l'assainissement, mais la communauté ne se limitera pas à ces seuls services.

Les Pahariyas sont une tribu primitive (PTG) de Jharkhand. Ce sont des communautés tribales ayant de faibles niveaux d'alphabétisation, une population en déclin ou stagnante et un niveau technologique préagricole. Ils sont économiquement en retard, vivent dans des habitats reculés avec un faible soutien administratif et en infrastructures. Ces groupes, tous dans un sérieux besoin de protection et du développement, sont au nombre de 75 en Inde.

Programme d'action citoyenne

WaterAid travaille avec l'ONG Sathee pour autonomiser ces communautés, afin qu'ils comprennent et accèdent à leurs droits sociaux tels que l'emploi, l'alimentation, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, grâce au Programme d'action citoyenne. Les approches



Séance publique. Photo: WaterAid

incluent la sélection et la formation des cadres de la communauté, en dotant les équipes formées et la communauté d'informations relatives à leurs droits et en instaurant leur confiance, de sorte qu'elles puissent les réclamer. En général, la communauté fait le suivi et les audits sociaux et collabore avec le fournisseur de services et la collectivité territoriale à des fora publics pour présenter leurs résultats dans une séance publique qui mène au dialogue, au développement des voies de communication et aboutit à de meilleures prestations des services.

Après un exercice communautaire intensif de suivi social de la disponibilité et de la fonctionnalité de l'accès à l'eau potable et de l'infrastructure d'assainissement, une telle audition publique a été organisée à Dumka, dans la région de Santhal Pargana de l'Etat, le 19 février 2009. Environ 500 personnes se sont réunies, y compris les responsables communautaires des villages, les cadres, les membres du Comité de l'eau et de l'assainissement et les membres de la communauté. Les représentants du Service de l'eau et de l'assainissement comprenaient de jeunes ingénieurs, des ingénieurs auxiliaires et exécutifs.

Points saillants des résultats

La communauté a partagé ses résultats avec les fonctionnaires :

- Seules 356 latrines ont été construites pour 3 717 familles réparties dans 56 villages le long de trois blocs du district dans le cadre de la Campagne d'assainissement total (TSC), la vedette du programme d'assainissement du gouvernement.
- Sur 238 pompes manuelles installées dans ces villages, 90 fonctionnaient mal.
- Seuls sept complexes sanitaires avaient été construits dans les écoles et ceux-ci étaient sans équipements de lavage de mains appropriés.

- L'information et l'éducation pour stimuler le changement de comportement s'étaient limitées à des peintures murales, avec peu d'impact.

La communauté est allée plus loin et a défini les secteurs où une intervention immédiate du gouvernement était nécessaire : les réparations de pompes manuelles, des systèmes d'évacuation des eaux usées et des déchets solides, des avancées plus rapides sur l'assainissement et le test le suivi de la qualité de l'eau.

Les résultats ont été compilés sous forme de rapport et présentés au secrétaire exécutif du Service de l'eau et d'assainissement du district.

Les responsables prennent des mesures

Le secrétaire membre a immédiatement annoncé que le travail allait commencer dans les 15 jours sur les pompes manuelles qui fonctionnaient mal et qu'il mettrait en place une cellule de contrôle de district pour résoudre les problèmes de l'eau dans les deux jours suivant la réception de la plainte.

A la suite, le Commissaire divisionnaire, Santhal Pargana, a convoqué une réunion de tous les ingénieurs dans la division. Les noms, postes et numéros de téléphone du personnel principal ont été publiés dans tous les journaux locaux pour une plus grande accessibilité.

Depuis lors, deux véhicules de fonction sont venus dans les villages pour réparer les pompes manuelles ; à ce jour, 16 d'entre elles ont été réparées. Des fonds ont été également débloqués pour achever un complexe sanitaire d'école.

Cette initiative démontre la capacité des groupes de citoyens autonomisés à donner de la voix et à accéder à leurs droits auprès des prestataires de services, en les rendant responsables vis-à-vis du peuple.

Indira Khurana et Romit Sen, WaterAid Inde

De la pénurie à la sécurité de l'eau

En 2007, au cours d'une sévère crise de l'eau potable survenue dans le district de Tikamgarh de Bundelkhand en Inde, WaterAid a soutenu son partenaire Parmath Samaj Sevi Sansthan dans la distribution d'eau potable aux communautés exclues grâce à une série de petites interventions de secours dans 20 panchayat. Ces interventions comprenaient des systèmes d'approvisionnement par camion-citerne, le forage de puits plus profonds et la réparation de pompes manuelles.

Depuis lors, les communautés travaillent à développer des plans de sécurité de l'eau potable qu'ils vont mettre en œuvre avec l'aide financière des programmes du gouvernement.

Le district de Tikamgarh se trouve dans la partie nord de l'Etat de Madhya Pradesh en Inde, sur le plateau de Bundelkhand entre les fleuves Jamni et Dhasan. La zone couvre une superficie de 5 048 km² pour une population de plus d'un million d'habitants. Les villages du bloc de développement de Jatara ont subi des

sécheresses récurrentes au cours des quatre dernières années. La pénurie actuelle d'eau témoigne de la mauvaise gestion et de la dégradation progressive des structures de conservation de l'eau et celle endémique de la ressource en eau dans ce district qui s'est, par le passé vanté de disposer de plus de 900 bassins de collecte d'eau.

Outil de contrôle social

L'eau sert souvent d'outil de contrôle social, pour réprimer de personnes

appartenant aux 'castes inférieures' ou dalits et ainsi renforcer leur statut inférieur. Tikamgarh n'est pas une exception, étant donné que Bundelkhand est plongé dans le féodalisme et la discrimination fondée sur la caste.

Le panchâyat a initié un service de fourniture d'eau par camion-citerne aux habitations des villages du bloc de Jatara au cours des étés chauds, où la pénurie d'eau était grave. Cependant, le service de camion-citerne s'est limité aux castes supérieures. Comme le rappelle Gulab, un villageois de Mastapur « nos habitations ne recevaient pas d'eau des camions-citernes, puisque nous sommes des dalits ». L'impact de la pénurie d'eau a été sévèrement ressenti par les femmes qui devaient passer des heures exténuantes à la recueillir. Les hommes se sont également plaints ; « Je ne pouvais pas avoir de la nourriture à temps, parce que mon épouse passait toute la matinée à aller chercher de l'eau. Comment pouvais-je partir au travail à l'heure ? », s'interroge Jagdish.

Avec l'appui de WaterAid, Parmarth a initié un projet en situation d'urgence en 2007 dans 20 panchâyat, pour fournir de l'eau aux villages qui avaient été exclus. Des camions-citernes ont été envoyés trois fois par jour aux habitations dalits, pour prendre en compte les besoins des gens socialement exclus. En outre, 35 pompes manuelles ont été restaurées, 10 puits ont été creusés à l'explosif et approfondis, 2 pompes manuelles ont été installées et 72 pompes manuelles réparées pour que l'eau potable soit disponible.

Penser au-delà

Cette initiative a permis aux populations de mieux affronter les situations de pénurie immédiate de l'eau. Mais ce n'était qu'une action à court terme, à peine suffisante pour faire face à la période de crise. Elles étaient cependant désespérées de ne trouver une solution à long terme à la crise de l'eau qui les touche. Kalpana, qui vit dans le village de Hateri, soutient : « Nous ne pouvons pas envoyer nos filles à l'école, parce qu'elles nous aident à puiser l'eau. Si le problème de l'eau est résolu, nos filles pourront également aller à l'école »



Il était nécessaire de développer des plans de sécurité de l'eau. Un projet pilote a été lancé dans sept villages du bloc : Achara, Mastapur, Nandanwara, Shankargarh, Hateri, Basnera et Kati. On a encouragé les gens à former un Comité villageois de l'eau et de l'assainissement (VWSC – en anglais) sous forme de sous comité du panchâyat, avec une représentation de toutes les couches de la société. Selon la Constitution de l'Inde, le panchâyat a pour mandat d'assurer de l'eau potable aux villageois. Les femmes se sont engagées en particulier à faire partie du VWSC, parce que la pénurie d'eau les touchait le plus. Cependant le féodalisme est encore un problème important dans les villages. Le personnel du projet s'est heurté au ressentiment de la classe aristocratique qui les voyait comme une menace à leur domination sur les dalits et les tribus.

Pour commencer

La résolution des problèmes de pénurie d'eau était une urgence de l'heure ; les divergences ont été enterrées pour pouvoir former les VWSC. Un exercice de budgétisation des coûts de l'eau a été fait pour évaluer les besoins des humains et du bétail et pour estimer la disponibilité de l'eau pluviale et souterraine. Ceci a permis d'estimer la demande et la disponibilité totales de l'eau et a plus tard abouti à la planification de la collecte et de la conservation de l'eau. Une évaluation de toutes les sources d'eau dans les villages a été faite également dans le cadre du projet, y compris le statut des structures traditionnelles de conservation. Le plan a été ensuite développé par les villageois avec la collaboration des membres du VWSC, qui ont identifié les actions futures pour améliorer les services d'eau.

Mise en œuvre du plan

Les plans ont été préparés et les villageois poursuivent la construction des barrages témoins et l'approfondissement des puits, conformément à la Loi nationale sur la garantie de l'emploi en milieu rural (NREGA – en anglais), le Programme des salaires en milieu rural du gouvernement de l'Inde pour aider les panchâyat à réaliser le développement villageois. Les négociations avec les fonctionnaires du Service technique du district en matière de santé publique (PHED) leur ont valu un soutien pour la réparation des pompes manuelles.

Le personnel de projet, de concert avec les villageois, a commencé à faire le suivi du niveau de la nappe phréatique et à tenir

Plan local de conservation de l'eau développé par les villageois. Photo: WaterAid



Evaluation de toutes les sources de l'eau. Photo: WaterAid

un registre mensuel. Ces données sont partagées avec le PHED.

Un suivi régulier des panchâyat et des autorités du niveau district a abouti à l'acceptation des plans de mise en œuvre de trois villages. Ceci est une avancée par rapport à la distribution des services d'eau pendant les situations d'urgence vers la sécurité de l'eau, pour surmonter la pénurie d'eau. Cela a amélioré également la collaboration de la communauté avec le gouvernement et rendu les populations plus conscientes des questions de conservation de l'eau. Les VWSC auront la capacité d'agir et les communautés marginalisées ont reçu une plateforme où exprimer leurs préoccupations et chercher des solutions.

Le plus encourageant, c'est que l'administration de district de Tikamgarh a décidé récemment d'adopter l'approche de plan de sécurité de l'eau pour aborder l'épuisement des eaux souterraines et planifier tous les programmes d'approvisionnement en eau potable dans le district.

Indira Khurana et Romit Sen, WaterAid Inde

Avis aux abonnés

Pour ceux d'entre vous qui viennent d'obtenir une adresse email, nous vous invitons à vous abonner gratuitement à l'édition électronique de Sources Nouvelles. Le contenu intégral de l'Édition Spéciale (version papier) est disponible dans la version électronique, qui paraît également tous les 4 mois.

La version imprimée de Sources Nouvelles Édition Spéciale continue cependant d'être publiée à l'attention de nos lecteurs ne disposant pas d'adresse e-mail.

Si vous souhaitez vous abonner à l'édition électronique de Sources Nouvelles, consultez le colophon en page 12.

Andhra Pradesh : Writeshop donne aux dirigeants le pouvoir de modeler l'histoire

Devant une masse de visages attentifs, Bhamu Prakash le Ramchandrapur (Président) de Sarpanch lit à haute voix une pile de papiers, en expliquant, non sans fierté, comment son village, situé à 130 kilomètres de Hyderabad, a amélioré son niveau d'approvisionnement en eau. Selon lui, un nouveau château d'eau y a été installé ; les règles de la vie du village ont été modifiées pour accorder à l'eau potable une plus grande importance et le comité de village a mis en place une politique affinée de prix. Son auditoire le pressait néanmoins d'être plus précis. Comment exactement les règles ont-elles été changées ? Comment a-t-il pu amener les villageois à accepter les changements ? Ils notent ses réponses pendant qu'un artiste esquisse ce qu'il entend.



Bhamu Prakash, Sarpanch (président) de Ramchandrapur, à gauche et Khadar Saheb, ancien commissaire de la municipalité de Suryapeta, écoutent le feedback au writeshop avec l'artiste Pradip Adanke (à droite).

A l'extérieur, dans le vestibule, les femmes du village de Mylaram dans le district de Medak étaient assises autour d'une table auprès du conseiller éditorial, entouré de documents pour discuter de la façon dont, dans leur village, des comités de femmes et de producteurs ont œuvré avec une ONG, à la protection de leur bassin et amélioré l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau.

Une autre équipe était assise sur l'herbe dehors, sous un arbre, gesticulant comme on le ferait au cours d'une répétition théâtrale.

Ces activités sont connues aujourd'hui sous le nom de « Writeshop » et sont "occasion offerte aux gens se trouvant en première du développement pour écrire leurs propres histoires et les montrer ouvertement. C'est la première ébauche de l'histoire du développement, écrite par les gens qui la vivent".

22 récits en quatre jours

Writeshop a été organisé par WASSAN, le réseau de bassin qui soutient WASHCost à Andhra Pradesh. A la fin des quatre jours, 22 études de cas ont été produites. WASSAN les publiera intégralement et les portera à la connaissance des décideurs. L'enjeu est de diffuser les innovations et les bonnes pratiques dans le secteur de l'Eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA-WASH en anglais).

MV Ramachandrudu (Ram), un des directeurs de WASSAN a adopté cette méthodologie après avoir assisté à quelque chose de similaire, comme simple participant. « J'ai trouvé la méthodologie très participative. En outre, elle responsabilise les participants, véritables acteurs du changement. Ils recueillent le feedback des facilitateurs et des pairs et la rédaction s'améliore en deux ou trois étapes. L'équipe de rédaction, ainsi que celle des dessinateurs soutiennent bien l'initiative. Elles réalisent des études de cas guidés par les praticiens et le plaidoyer fondé sur l'évidence. Nous nous cristallisons sur les leçons de la pratique et les convertissons en recommandations politiques ».

Beaucoup plus qu'un conte

Suresh Kosaraju, un directeur de WASSAN et conseiller éditorial, indique que Writeshop produit ainsi quelque chose de vraiment différent des rapports formels. "A travers la rédaction de rapports, vous ne recevez que des chiffres et des faits ; mais les expériences réelles des pratiquants sur le terrain, l'aspect avant-gardiste, ne sont pas facilement recueillies. L'objectif du Writeshop est de permettre populations sur le terrain de documenter leurs propres expériences, de sorte qu'elles saisissent tous les processus qui y interviennent.

« Beaucoup d'informations ont pu être remontées de façon chronologique grâce au projet. La méthode consistait à donner aux populations de petites astuces sur la langue et la structure de la phrase et sur le moyen de mettre en évidence l'idée principale. C'est beaucoup plus un récit qu'un rapport. Parfois, nous encourageons les gens à communiquer à la première personne, comme s'ils relaient une expérience. Parfois, nous les encourageons à écrire dans leur propre dialecte ».



Pradip Adanke, un des artistes qui illustrent les rapports, raconte : « il est essentiel que l'artiste visite les localités pour faire une observation détaillée des situations du moment, de la manière dont les gens s'habillent, leurs styles de vie et leurs activités du lever au coucher du soleil. En tant qu'artiste indépendant, je visite régulièrement les villages tribaux ; alors, évidemment, je connais leurs conditions de vie ».

Protection de la santé publique

S.A. Khadar Saheb est un ancien commissaire de la municipalité de Suryapeta. Au moment où il était aux affaires, la municipalité nettoyait les rues et protégeait l'approvisionnement en eau grâce à la politique du bâton et de la carotte – il assurait la collecte des ordures ménagères et distribuait des amendes à ceux qui déposent les déchets dans les rues ou les canalisations. « Pour sauvegarder la santé publique, il fallait que je fasse quelque chose pour garder la ville propre et nette », a-t-il dit. Il a changé la manière dont le personnel municipal travaillait – il a introduit le yoga comme une partie intégrale du processus d'instauration de l'esprit d'équipe et leur a redonné aux agents leur amour propre. « Quand nous avons commencé à fournir nos services de manière systématique et satisfaisante, le public a commencé à croire en nous ; satisfait, il venait ensuite nous rencontrer et demander que des actions soient réalisées » La récompense a été une ville plus propre et la baisse des maladies contagieuses et l'amélioration de la fréquentation scolaire.

Un bon choix et une bonne préparation

Une partie du succès vient d'un bon choix et d'une bonne préparation à trouver des solutions. RAM déclare : "nous faisons une sélection des études de cas et encourageons les auteurs à rechercher les aspects cachés. Notre recherche est parfois si intense qu'elle produit une dimension complètement nouvelle ; ainsi, une expérience très terre-à-terre devient très originale et nouvelle. Les études de cas sont réelles. Elles sont produites par des gens qui ont réellement facilité cette expérience entière, ainsi ça vient du cœur

en passant par la bouche pour apporter de l'information complète dans la mesure du possible. Elle est présentée sur de bons supports visuels, respectueux du lecteur, dans une langue très simplifiée et donne un tableau d'ensemble, de manière concise et lisible ; je pense que c'en est la force."

C'est le premier à adhérer au projet WASHCost et il faudra probablement de l'adaptation pour introduire les coûts sous un cadrage plus rapproché. RAM admet qu'il n'a pas été spécifique au niveau de l'extraction des coûts, mais que ces questions émergent. « Il y a des coûts cachés qui ne sont pas généralement documentés. Il y a diverses innovations et expériences au niveau local. En mettant en exergue ces pratiques, vous déduisez les coûts. Cela aide à comprendre divers facteurs qui influencent la gouvernance du secteur de l'EHA ».



Sharada qui a aidé à rédiger l'étude de cas de Mylaram examine des manguiers plantés dans le cadre des nouveaux plans d'exploitation du village, où elle est membre du comité des femmes de l'ONG de Jyothi de nova.

Photo's par WASSAN.



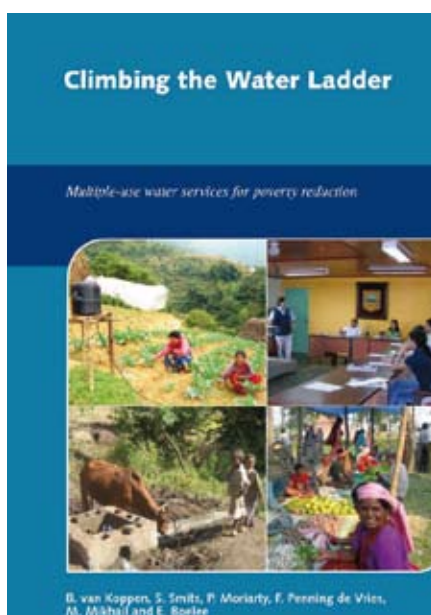
Les femmes de l'ONG de Nava Jyothi préparent l'étude de cas de Mylaram avec un conseiller éditorial [en se renseignant sur son nom].

Montée de l'échelle de l'eau

Dans les pays à faibles et moyens revenus, les populations ont besoin d'eau de boisson, d'hygiène intime, etc. Mais ils utilisent également l'eau pour le bétail, l'horticulture, l'irrigation, la pêche, la confection de briques et d'autres petites entreprises. Cependant, la plupart des services d'eau ne sont que pour l'eau domestique ou pour l'agriculture et ne reflètent pas la manière dont les gens emploient l'eau au quotidien.

Les modèles du projet de recherche action 'Modèles de mise en œuvre de systèmes d'approvisionnement en eau pour des utilisations productives pour une productivité améliorée des terres et de l'eau, des moyens d'existence en milieu rural et de l'équité Genre' a réalisé des études de cas dans huit pays (Bolivie, Colombie, Ethiopie, Inde, Népal, Afrique du Sud, Thaïlande et Zimbabwe) et regroupant 150 institutions.

Le projet a analysé deux modèles : utilisation de l'eau à des fins productives (MUS) à l'échelle du domaine et de la communauté et développé une 'échelle d'utilisations productives de l'eau' pour montrer comment de meilleurs moyens d'existence découlent d'accès accru à l'eau.



De la recherche est sorti un livre intitulé – « Montée à l'échelle de l'eau : services d'utilisation de l'eau à des fins productives pour la réduction de la pauvreté » – publiée par l'IRC et l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI). La montée à l'échelle de l'eau montre comment les moyens d'existence servent de moteur principal aux services d'eau

et comment l'accès à l'eau est déterminé par les ressources en eau durables, des technologies appropriées et des manières équitables de gérer les systèmes communaux.

La montée à l'échelle pour réaliser des utilisations productives nécessite l'exploitation d'une partie des ressources en eau. Elle a pourtant le mérite d'aider les populations à lutter contre la pauvreté.

La collectivité territoriale peut être le pivot pour en faire une réalité. Mais, il lui faut de l'appui pour exécuter son mandat et satisfaire la demande d'utilisation productive et pour devenir plus imputable envers les gens dans les communautés.

Disponible pour compter de la fin août 2009

Koppen, B. van ; Smits, S. ; Moriarty, P. ; Penning de Vries, F. ; Mikhail, M. ; Boelee, E. (2009). Montée à l'échelle de l'eau : services d'utilisation de l'eau à des fins productives pour la réduction de la pauvreté. La Haye, Pays Bas, Centre international de l'eau et de l'assainissement et Institut international de gestion de l'eau. (TP series ; no. 52). 213 p.

Andhra Pradesh : nécessité de passer à la gestion adaptative de l'eau

Il n'y a pas de solution rapide aux défis complexes de l'eau que rencontre Andhra Pradesh. Ce qui est évident, c'est qu'il faut des politiques, des procédures institutionnelles et autres aspects de la gouvernance de l'eau fermement enracinés dans les principes de la gestion 'adaptative' de l'eau. La gestion adaptative se fonde sur la reconnaissance du fait que dans une situation complexe et facilement changeante, il ne peut jamais y avoir de l'information suffisante pour prendre une décision optimum fixe. Par conséquent, l'accent devra être mis sur une planification flexible, soutenue par des systèmes forts de suivi et de gestion de l'information qui permet une adaptation constante et la mise à niveau des politiques, de la législation, des plans et des activités.

Telle est la conclusion d'un projet d'une année qui a étudié les moyens pratiques pour améliorer la gouvernance de l'eau dans l'Etat indien d'Andhra Pradesh, entrepris par l'IIT (Delhi) et l'IRC qui ont travaillé en partenariat avec le Département du développement rural AP, soutenu par le Département britannique de développement international (DFID). L'équipe s'est concentrée sur cinq composantes qui ont conduit à élaborer une gamme de produits pour le Projet de cadre et d'outils de l'AP en matière de gouvernance de l'eau :

- Une législation qui a le mérite de soutenir une gouvernance améliorée de l'eau ;
- Un cadre global pour l'amélioration de la gouvernance de l'eau ;
- Un jeu d'outils sur la gouvernance de l'eau ;
- Une modélisation à l'échelle du bassin comme partie intégrale de la gouvernance améliorée de l'eau ;
- Une évaluation de la ressource en eau dans huit villages témoins du district de Nizambad.

De l'approvisionnement à la maîtrise de l'eau

L'eau devient une ressource de plus en plus contestée dans les régions semi-arides de l'Inde. Au cours des 25 dernières années, une augmentation drastique de l'utilisation des eaux souterraines dans le secteur agricole a conduit à des baisses de niveaux. Par conséquent, dans beaucoup de secteurs, la livraison de services d'eau est entravée par le manque de ressources absolues plutôt que par le seul manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau bien entretenue. Le défi de s'assurer que l'eau, de qualité acceptable se trouve où on en a besoin, au bon moment, n'a jamais été aussi grand. Le relever exige des

procédures de planification intersectorielles et des mesures réglementaires qui veillent à ce que les besoins soient satisfaits de façon équitable et durable.

Andhra Pradesh était au premier rang pour les approches innovatrices pour le développement des bassins en Inde. Cependant, l'intensification agricole et l'utilisation accrue de l'eau font que les ressources sont entièrement mobilisées dans tous les bassins du fleuve AP, sauf les années de hautes précipitations. Il est devenu de plus en plus difficile de trouver des solutions technologiques pour faire le lien entre l'offre et la demande en eau. Il est impératif de déplacer le cadrage de la politique de l'eau, de la gestion de l'approvisionnement en eau à la maîtrise de la demande en eau. Le défi fondamental est celui de la gouvernance de l'eau.

Un jeu d'outils pour améliorer la gouvernance de l'eau

Comment un tel changement survient-il ? Ceux qui travaillent dans ce cadre ont besoin d'appui et d'un certain nombre d'outils pour structurer le dialogue des intervenants, gérer l'information et évaluer le statut des ressources en eau et de l'infrastructure d'approvisionnement. Souvent, des 'demandes rivales' de l'eau ont été adaptées pendant le déroulement de ce projet :

1. **le Cadre de ressources, infrastructures, demande/accès (RIDA)** : le cadre de RIDA est une manière de classer les divers aspects d'un système d'eau par catégories. Il sert à structurer l'information, l'analyse et la discussion liées à la planification et la gestion des systèmes de livraison de l'eau.
2. **l'assurance et le contrôle qualité** : l'information de qualité est un élément vital d'une gouvernance réussie de l'eau.
3. **le Système d'informations qualitatives (QIS)** : une forme d'évaluation participative en milieu rural (PRA) dans laquelle les autochtones évaluent les services de l'eau et les problèmes y relatifs, pour améliorer les services et développer de meilleurs systèmes de gouvernance.
4. **le système de gestion de l'information** : pour optimiser l'accès de tous les intervenants et s'assurer que la prise de décision est légitime, transparente, efficace et efficiente.
5. **l'évaluation des utilisations productives (MUS)** : identifie les manières complexes dont l'approvisionnement en eau affecte directement les conditions d'existence des populations et/ou leur capacité à

faire face aux chocs et aux stress qui y sont liés. La reconnaissance de l'importance des petites activités génératrices de revenus et celles productives sur les moyens d'existence des pauvres et en particulier, ceux des femmes et des enfants pauvres, se fait grandissante.

6. **l'évaluation participative du fluor** : l'étendue des problèmes du fluor en Inde augmente en partie parce que la contamination des eaux souterraines est liée à leur surexploitation. L'évaluation participative du fluor fait l'état des lieux et le suivi des problèmes de fluor et s'assure qu'une mesure appropriée est prise.

Outils de prise de décision

Les outils pour analyser l'information et produire l'évidence pour une prise de décision efficace comprennent :

1. l'analyse de séries chronologiques : certains facteurs qui influencent l'offre et la demande futures de l'eau sont plus prévisibles (augmentation de la démographie, etc.) que d'autres (changement climatique, etc.).
2. l'évaluation du bilan hydrique : détermine le point où l'eau entrant et l'eau sortant d'un secteur est en équilibre.
3. la modélisation : une représentation mathématique d'un système ou un processus dynamique pouvant être biophysique, social ou une combinaison des deux.

Outils pour améliorer la gouvernance de l'eau

Trois autres outils utilisés simultanément offrent une approche novatrice pour améliorer la gouvernance de l'eau :

- Le visionnement : utilisé pour élaborer une description précise et partagée de la façon dont un individu ou un groupe d'intervenants voudraient que les ressources en eau et les services de l'eau ressemblent à un certain moment dans le futur.
- La conception de scénarii : une description cohérente d'une situation future éventuelle, une histoire de la manière dont le monde devrait être demain. Le développement de scénarii aide à identifier les voies éventuelles (stratégies) vers une vision partagée de l'avenir.
- Le développement de la stratégie : le visionnement et la conception de scénarii sont des parties intégrales du développement de la stratégie.

Télécharger la synthèse du cadre et des outils de gouvernance de l'eau du projet AP [www.irc.nl/page/46415]

Rene van Lieshout



Bilan du projet EcoSan UE et stratégie de promotion de l'approche au Burkina Faso

Un atelier de réflexion sur la Stratégie de Promotion de l'approche EcoSan (Assainissement Ecologique) au Burkina Faso s'est tenu en mai dernier à Ouagadougou. Il a réuni les représentants des structures techniques de l'Etat, les municipalités, l'Université et l'équipe du projet EcoSan. Il s'agissait de présenter les résultats du projet EcoSan_UE aux autorités et aux départements techniques nationaux et municipaux et de jeter les bases pour la promotion de EcoSan au Burkina Faso.

Les acquis du projet sont nombreux. Il s'agit notamment de réalisations physiques, d'actions d'accompagnement et divers avantages liés à l'adoption de l'approche EcoSan.

Au niveau des réalisations physiques, on note : la construction au niveau des ménages de 932 latrines EcoSan de trois types que sont la latrine double fosse, la simple fosse, et la latrine à box, la mise en place de quatre sites d'hygiénisation, l'acquisition de matériel de collecte, de transport et de livraison du birgkoom (urines hygiénisées) et du birgkoenga (fèces hygiénisées). Les résultats de l'utilisation du birgkoom sont également tangibles.

Les actions d'accompagnement telles que les actions de sensibilisation, de renforcement des capacités, de communication et de plaidoyer ont été réalisées.

Les avantages liés à l'adoption de l'approche EcoSan pour un pays, notamment le Burkina Faso sont nombreux. Ils vont de la protection des ressources en eau, à la réduction de la prévalence des maladies liées au manque d'hygiène en passant par celle des coûts des investissements en ouvrages centralisés de gestion des boues, et à la valorisation des nutriments contenus dans les excréta humains. Ce dernier avantage permettrait au Burkina Faso, de gagner annuellement près de 50 milliards de FCFA (76,22 millions d'euros) s'il arrivait à valoriser les nutriments contenus dans les excréta de toute la population du pays, sans compter les avantages indirects qui y sont liés.

Le projet a permis à travers les infrastructures mises en place, aux associations locales de collecter régulièrement des urines et excréta auprès des ménages. Par ailleurs, 107 artisans maçons et préfabricants sont opérationnels sur le terrain et 800 maraîchers sont impliqués dans la réutilisation des produits, ainsi que les exploitants privés en dehors de la ville de Ouagadougou. Une meilleure gestion d'une partie des excréta provenant de la Maison d'arrêt et de correction (MACO) est assurée et permet d'améliorer la productivité agricole.

Pour l'aspect valorisation des excréta hygiénisés au centre de l'approche EcoSan, les résultats des tests comparatifs entre l'urée et l'urine hygiénisées notamment sur une dizaine de culture maraîchères et céréalières ont montré un surplus de production de 2 à 13t/ha pour l'urine. La diminution du besoin en eau des plantes constitue un autre avantage.

Les stratégies pour la promotion de l'approche EcoSan au Burkina

Les différentes structures selon leurs compétences et leurs domaines d'interventions ont identifié les activités qui permettront de sauvegarder les acquis du projet pilote et de promouvoir le concept EcoSan au niveau national.

Pour faciliter la mise en place des activités retenues par les divers départements, un montage institutionnel clarifiant les mécanismes de fonctionnement est proposé par les participants. La Direction générale de l'assainissement, des eaux usées et excréta (DGAEUE) a été retenue comme structure chargée de la coordination complète des activités sur l'ensemble du territoire. Les activités ainsi identifiées ont été réparties au sein des différentes structures.

Les résultats de l'atelier traduisent les engagements des départements techniques de l'Etat et municipaux à promouvoir l'approche EcoSan au Burkina Faso.

Au **niveau opérationnel**, l'Office national de l'eau et de l'assainissement entend intégrer les latrines EcoSan dans la gamme des technologies d'assainissement

autonome proposées aux populations urbaines et assurera la construction, l'encadrement des artisans. La Direction générale de l'assainissement, des eaux usées et excréta (DGAEUE) veut aussi intégrer les latrines EcoSan dans la gamme des technologies d'assainissement autonome proposées aux populations rurales, et assurera la construction, l'encadrement des artisans. Ces deux structures assureront des actions de sensibilisation, en rapport avec les communes. Ces dernières, représentées par celle de Ouagadougou vont assurer la collecte régulière des sous-produits générés par les latrines EcoSan et leur transport sur les sites d'hygiénisation, la gestion des stocks de ces produits sur les sites d'hygiénisation, la livraison/vente aux utilisateurs finaux tels que les producteurs ; elles veulent assurer le suivi et la sensibilisation des ménages pour une meilleure utilisation des latrines et la mise à disposition des sites d'hygiénisation partout où cela est nécessaire. La Direction générale de l'urbanisme et des travaux fonciers (DGUTF) s'engage à collaborer avec les mairies pour la gestion des espaces urbains pour une affectation adéquate d'espaces pour la construction de nouveaux sites d'hygiénisation. Elle s'engage également à s'impliquer et à porter les actions de grande échelle telles que la construction de Cités EcoSan. La Direction générale de la production végétale (DGPV) veut assurer le suivi et l'encadrement constants des producteurs à l'utilisation efficiente des fertilisants EcoSan et le contrôle de la qualité agronomique et hygiénique de ces fertilisants. La Direction de l'hygiène publique et de l'éducation de la santé (DHPES) s'engage à assurer le suivi des conditions sanitaires des ménages ayant bénéficié des latrines EcoSan, ainsi que le suivi de la qualité microbiologique et nutritionnelle des aliments à base des fertilisants EcoSan.

Au **niveau stratégique**, les engagements suivants ont été pris. La DGAEUE veut assurer la coordination, le suivi, et la capitalisation de toutes les actions EcoSan sur l'ensemble du territoire burkinabé, en relation avec les autres acteurs impliqués. Elle est chargée d'assurer la communication de toutes ces actions

sur le plan national et international. La direction générale de l'amélioration du cadre de vie (DGACV) va élaborer et actualiser les textes réglementaires pour une meilleure protection du fonctionnement du système EcoSan, en se basant sur les résultats de recherche pour la mise à jour de ces textes. Elle s'engage également à assurer la régulation pour un meilleur respect des textes établis. Le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA) va appuyer techniquement l'ensemble des départements impliqués à assurer de façon constante un appui à la DGAEUE pour la coordination de l'Action nationale EcoSan. L'Institut de l'environnement et des recherches agricoles (INERA), le CREPA et les universités s'engagent tous à multiplier les recherches sur divers thématiques de EcoSan afin d'assurer une amélioration continue du développement de l'approche.

Au **niveau politique** dans la conduite des actions EcoSan, le ministère de l'Agriculture et des ressources halieutiques et celui des Finances vont entériner les actions adoptées pour leur financement. Tous les départements ont promis d'inclure progressivement ces activités dans leurs programmes annuels à partir de janvier 2010. Dans cette optique, le projet pilote doit assurer la conduite des activités indispensables pour la bonne marche du système déjà en place, jusqu'en décembre 2009.

Les universités, l'INERA et l'Institut internationale d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE) s'engagent à apporter leurs contributions scientifiques et de recherche, afin de soutenir l'action EcoSan pour une production durable et fiable.

Les partenaires se sont accordés pour parler dorénavant d'Action nationale EcoSan et non plus de projet EcoSan_UE. Les activités du projet se poursuivent jusqu'en décembre 2009 et seront qualifiées d'actions préparatoires à l'Action nationale EcoSan. Elles concerneront aussi les actions d'appui formulées par les divers départements comme dispositions requises ou actions immédiates avant le démarrage de l'Action nationale EcoSan. Le CREPA va créer une cellule d'appui à l'action nationale EcoSan qui fonctionnera de façon permanente et appuiera la DGAEUE pour les actions de coordination, notamment l'élaboration de projets de grande envergure pouvant soulager l'Action Nationale EcoSan.

Projet Ecosan_UE (ecosan_UE@reseaucrepa.org), 03 BP 7112, Ouagadougou 03, Burkina Faso, tél : + 226 50471977, fax : +226 50366208.

Conférences

12ème Conférence inter régionale ENVIRO WATER, 11-9 novembre 2009, Marrakech, Maroc, 2009

Organisation : l'Association nationale des améliorations foncières, de l'Irrigation, du drainage et de l'environnement (ANAFIDE) et la Commission internationale du génie rural (CIGR), en partenariat avec l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE).

Cette rencontre internationale vise à apporter la contribution du comité national marocain de la CIGR à la série de conférences internationales sur l'eau et l'environnement et qui ont lieu dans les pays suivants : Portugal, Suisse, Hongrie, Brésil, Burkina Faso, Espagne, Chine, USA, Pays Bas, Inde, Brésil.

Thème 1 : gestion de la rareté de l'eau

Thème 2 : aspects quantitatifs et qualitatifs de l'eau

Thème 3 : aspects socio économiques de la gestion de l'eau

Thème 4 : gestion et planification des usages multifonctionnels de l'eau et du territoire

Télécharger l'annonce, [www.2ie-edu.org/IMG/pdf/12thInterRegEnvirwaterConf2009Marrakech_1_.pdf]

Assemblée générale mondiale du Réseau international des organismes de bassin, 20-23 janvier 2010, Dakar, Sénégal.

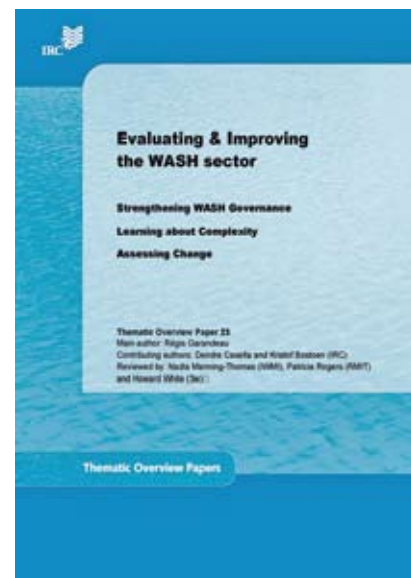
Organisation : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

Thème : "La gestion de bassin : outil approprié pour s'adapter aux effets hydrologiques du changement climatique"

Pour toute information complémentaire : Secrétariat technique permanent du Réseau international des organismes de bassin (riob2[@]wanadoo.fr), 21, rue de Madrid - 75008 PARIS (France), fax : + 33 1 40080145, [www.riob.org/divers/agendaf].

Nouvelle publication

Garandeau, R. (2009). *Évaluation et amélioration du secteur de l'AEHA : renforcement de la gouvernance AEHA, apprentissage de la complexité, évaluation du changement*. (Collection de documents thématiques; numéro 23). La Haye, Pays Bas, Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC). – Auteurs collaborateurs : Deirdre Casella et Kristof Bostoën. – 98 p. - bibliographie : p. 86-97. - inclut un glossaire.



Ce document thématique aborde les évaluations, en se concentrant sur le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (AEHA). Il commence par un conte en trois champs, en représentant trois paradigmes du développement. Chacun de ces paradigmes est examiné séparément dans le contexte spécifique de ce secteur. Pour chaque paradigme, les méthodologies d'évaluation qui s'en suivent sont présentées dans un ordre chronologique et illustrées par des exemples d'évaluations dans le secteur de l'AEHA. Le document thématique se referme sur des livres pratiques, des sites web et des contacts.

Télécharger ici [www.irc.nl/url/33581]

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). *Sources Nouvelles - Edition Spéciale* existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)

Contributeurs : Rene van Lieshout (lieshout@irc.nl) ; Ingeborg Krukkert (Krukkert@irc.nl) ; Christine Sijbesma (Sijbesma@irc.nl); Dave Trouba (troubad@who.int) ; Marie Quenum, et Kabou Kadio (nouvellesource@yahoo.fr)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044, courriel : (general@irc.nl), site web : [www.irc.nl/sourcesnouvelles].

Pour s'abonner envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-join@watsan.net)

Pour se désabonner, envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-leave@watsan.net), ou contacter (camacho@irc.nl).

ISSN: 1874-6594